

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Travailleurs temporaires, croissance temporaire?

Un essoufflement de la hausse migratoire récente pourrait exacerber le ralentissement au Canada

Par Marc Desormeaux, économiste principal

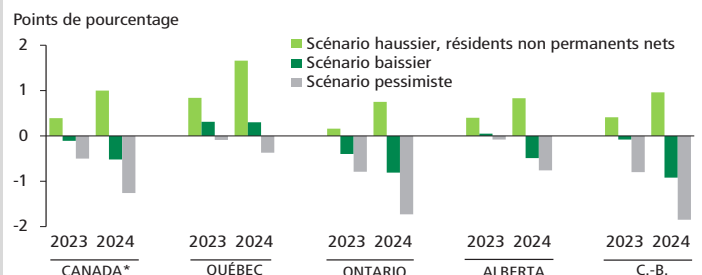
Sommaire

- ▶ Les résidents non permanents – plutôt que les immigrants – sont à l’origine de la plupart des gains de population quasi records enregistrés au Canada. Étant donné la volatilité de cette catégorie de nouveaux arrivants, et la tendance des admissions nettes à diminuer lors des périodes de repli économique, nous entrevoyons un risque à la baisse pour la croissance démographique et économique dans l’ensemble du pays l’an prochain.
- ▶ Les travailleurs temporaires semblent expliquer la plus grande partie du récent bond du nombre de résidents non permanents, mais les étudiants étrangers y ont également contribué.
- ▶ Dans notre scénario pessimiste, nous estimons que la baisse des admissions de résidents non permanents pourrait retrancher 1,3 point de pourcentage à la croissance économique réelle au Canada l’an prochain. L’effet pourrait être pire en Ontario et en Colombie-Britannique, mais les quatre plus grandes provinces sont toutes vulnérables (graphique 1).
- ▶ Notre analyse permet de tirer deux conclusions. Premièrement, les gains démographiques stimulant l’activité économique et les recettes fiscales ne continueront probablement pas indéfiniment. Deuxièmement, nous avons besoin de données plus précises sur l’immigration temporaire au Canada afin de bien calibrer les politiques en matière de travail et de logement.

GRAPHIQUE 1

Une baisse de la migration temporaire pourrait peser sur la croissance économique

Croissance du PIB : écart par rapport aux prévisions de base



* Estimation fondée sur les quatre plus grandes provinces.

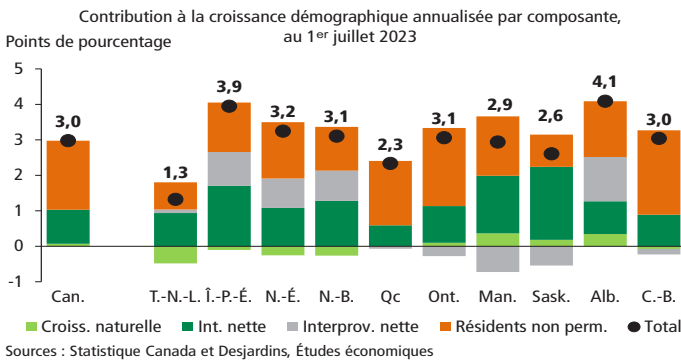
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Conseil du Trésor de l’Alberta, ministère des Finances de la Colombie-Britannique et Desjardins, Études économiques

Introduction

La croissance démographique, qui a explosé au Canada, a été à l’avant-plan des nouvelles économiques en 2023. Les [admissions nettes de résidents non permanents \(RNP\) ont entraîné des gains](#) dans la plupart des provinces (graphique 2 à la page 2). Il s’agit d’un changement par rapport à l’histoire récente, où les immigrants arrivant comme résidents permanents dominaient

la croissance démographique et nourrissent les discussions sur les marchés de l’emploi et du logement. Ce changement entraîne beaucoup d’incertitude. En effet, contrairement aux cibles d’immigration fixées par le gouvernement, les arrivées nettes de RNP (qui incluent les titulaires d’un permis de travail et les étudiants étrangers) sont volatiles. De plus, le nombre d’admissions nettes de RNP a tendance à diminuer lors des périodes de repli économique – et rappelons que [l’économie s’est](#)

GRAPHIQUE 2
Les résidents non permanents continuent de soutenir les gains démographiques



[contractée au deuxième trimestre de 2023](#) et qu'elle [a montré de la faiblesse en juillet](#).

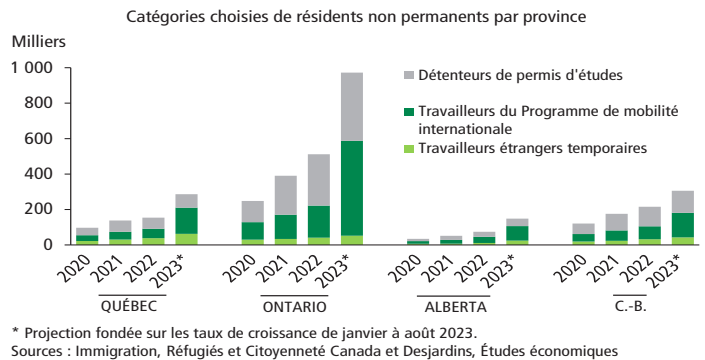
Au moment où une récession se profile et où la croissance est stimulée par les admissions nettes de RNP [à l'échelle nationale](#), nous évaluons l'effet d'un possible ralentissement de ces arrivées sur l'économie des quatre plus grandes provinces du Canada.

Qui sont les résidents non permanents?

Les RNP sont une catégorie englobant différents types d'immigrants. [Selon Statistique Canada](#), cette catégorie inclut des personnes allant des travailleurs étrangers aux étudiants internationaux en passant par les réfugiés. Ils sont différents des résidents permanents—l'objet des [plus récentes cibles d'immigration du gouvernement fédéral](#)—qui obtiennent le statut de résident pour une période indéterminée. De nouvelles données publiées en septembre montrent que même si les étudiants semblent avoir contribué à la récente augmentation du nombre de RNP, les migrants détenant un permis de travail représentaient 70 % de l'augmentation de la population des RNP au cours de la dernière année. Les titulaires de permis de travail ont également été à l'origine de la majeure partie de la croissance démographique dans les quatre plus grandes provinces. Ce constat n'est pas surprenant : avec le nombre important de postes vacants depuis la pandémie de COVID-19, on pouvait raisonnablement s'attendre à ce que les entreprises aillent chercher des employés à l'extérieur du Canada. Quant aux demandeurs d'asile, ils n'ont pas joué un rôle aussi important dans le bond démographique récent.

Si l'on examine de plus près les données disponibles sur les permis de travail, il semble que l'augmentation récente du nombre de travailleurs soit principalement liée au Programme de mobilité internationale (PMI) (graphique 3). Le PMI vise à promouvoir de manière générale les objectifs économiques, culturels et sociaux du Canada. Ce programme diffère de celui des travailleurs étrangers temporaires (PTET), dont l'objectif explicite est de s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre. Le

GRAPHIQUE 3
Les travailleurs temporaires et les étudiants étrangers contribuent à la croissance de la population



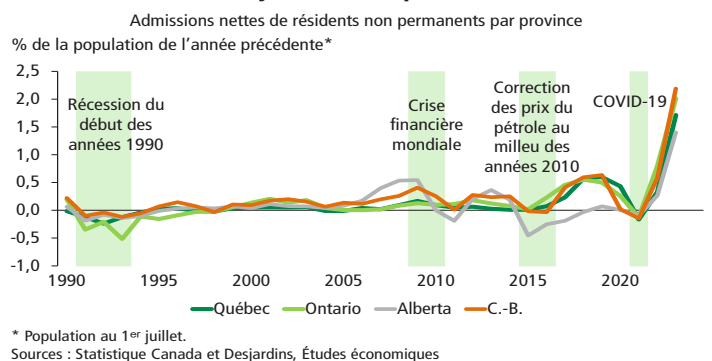
PTET exige également des documents prouvant que l'embauche d'étrangers ne nuira pas au marché du travail canadien, ce qui n'est pas le cas du PMI.

Comment les admissions de résidents non permanents ont-elles évolué au fil du temps?

Dans les plus grandes provinces du Canada, les admissions nettes de RNP ont varié considérablement, mais elles ont eu tendance à refléter le cycle économique. Déjà confrontés à des pénuries de main-d'œuvre dans un contexte de croissance relativement forte, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont tous admis des RNP à un taux élevé dans les années ayant précédé la pandémie. Les admissions nettes de RNP dans ces provinces avaient reculé pendant la récession ayant frappé celles-ci au début des années 1990 ainsi que pendant la crise financière mondiale (graphique 4). En Alberta, elles ont généralement bondi pendant les périodes de vigueur des cours du pétrole, puis chuté à la suite de corrections des prix des matières premières, particulièrement en 2014 et en 2015.

Quelques gouvernements provinciaux ont modifié leurs prévisions afin de tenir compte de l'augmentation récente des admissions nettes de RNP. En juillet 2023, l'Ontario a plus que quadruplé

GRAPHIQUE 4
Historiquement, les admissions de résidents non permanents ont évolué en fonction du cycle économique



ses prévisions à ce chapitre pour 2023-2024, les faisant passer à 265 000. [En septembre](#), la Colombie-Britannique a haussé ses prévisions d'immigration totale de plus de 40 % pour 2023-2024, même si les cibles fédérales pour les résidents permanents n'ont pas changé depuis que la province a déposé son budget en février 2023. L'Alberta a aussi publié ses prévisions relatives aux RNP cet été, mais les attentes de la province demeurent bien en deçà du rythme observé en 2022-2023. Les dernières prévisions démographiques du Québec ont été publiées en 2022 et ne reflètent donc pas encore l'augmentation récente des admissions nettes de RNP.

Quelle direction l'évolution du nombre de résidents non permanents pourrait-elle prendre?

Alors que les dernières projections gouvernementales supposent prudemment un ralentissement des admissions nettes de RNP, l'ampleur de la récente flambée, la volatilité historique et notre position dans le cycle économique suggèrent un risque supplémentaire. Donc, pour quantifier les répercussions économiques sur les provinces de différents taux d'admissions nettes de résidents non permanents, nous avons élaboré trois scénarios à partir des projections démographiques de référence des gouvernements provinciaux (tableau 1). Nous nous sommes concentrés sur les quatre plus grandes provinces du Canada, car elles fournissent des projections démographiques détaillées et régulières par composante. Elles représentaient également près de 90 % du PIB national en 2022.

TABLEAU 1
Scénarios relatifs aux résidents non permanents nets

EN MILLIERS DE PERSONNES	2022-2023				2023-2024				2024-2025			
	Scénario de base du gouvt.	Hausser	Baïssier	Pessimiste	Scénario de base du gouvt.	Hausser	Baïssier	Pessimiste	Scénario de base du gouvt.	Hausser	Baïssier	Pessimiste
Québec	15	149			10	149	61	-5	3	149	3	-46
Ontario	360	305			265	305	164	64	145	305	30	-114
Alberta	38	63			10	63	16	0	5	63	-66	-86
Colombie-Britannique	117*	117			79*	117	72	4	63*	117	-18	-39

* En supposant que les admissions nettes de résidents non permanents décroissent au même rythme que l'immigration internationale.
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Conseil de Trésor de l'Alberta, ministère des Finances de la Colombie-Britannique et Desjardins, Études économiques

Dans notre scénario optimiste, nous présumons que les arrivées nettes de résidents non permanents se poursuivront au rythme record de 2022-2023 au cours des deux prochaines années.

Dans notre scénario baïssier, nous supposons qu'elles ralentiront à un rythme correspondant à la baisse moyenne observée au cours des quatre dernières récessions : le repli du début des années 1990, la crise financière mondiale, l'effondrement des cours du pétrole au milieu des années 2010 et la pandémie de

COVID-19. Bien entendu, chaque récession est différente, et le ralentissement que nous prévoyons au niveau national est modéré par rapport aux normes historiques. Néanmoins, la moyenne de ces quatre périodes donne une idée du rythme auquel les admissions de RNP diminuent généralement en période de baisse de la demande de main-d'œuvre.

Finalement, dans notre scénario pessimiste, le nombre d'admissions nettes de RNP diminuerait au rythme observé au cours de la pire récession dans chaque province. Cela correspondrait au rythme du début des années 1990 en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique, et à celui du milieu des années 2010 en Alberta, lors de la dernière correction des cours du pétrole avant la pandémie. Ce scénario pessimiste est sans doute le moins probable pour l'Alberta : [nous ne prévoyons pas de baisse importante de la valeur des matières premières](#) au cours des prochaines années, ce qui explique pourquoi nous pensons que l'Alberta [sera un chef de file provincial de la croissance en 2023-2024](#).

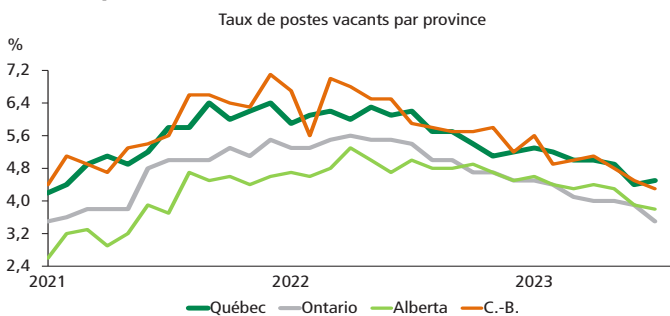
Comme dans notre étude sur l'immigration provinciale, nous avons effectué l'analyse de scénarios selon une approche simple fondée sur le [modèle NAOMI](#) de Finances Canada. L'activité économique y est déterminée par le niveau tendanciel de la production durable à long terme, les taux d'intérêt et les prix des matières premières. Dans chaque scénario, nous modifions le bassin de main-d'œuvre disponible en fonction des différences entre nos hypothèses relatives aux arrivées nettes de RNP et les prévisions des gouvernements provinciaux. Nous supposons que les RNP ont des taux de participation et de chômage plus élevés que le reste de la population, conformément aux résultats nationaux d'une [étude de Statistique Canada menée en 2023 et basée sur les données du Recensement de 2021](#). Les données des recensements précédents confirment qu'historiquement, les taux de chômage des RNP ont été supérieurs à ceux de l'ensemble de la population canadienne, tandis que l'augmentation de la participation au marché du travail semble être une tendance plus récente.

L'Ontario et la Colombie-Britannique sont plus vulnérables à un ralentissement

Tant dans le scénario baïssier que dans le scénario pessimiste, les économies de l'Ontario et de la Colombie-Britannique seraient les plus durement touchées (graphique 1 à la page 1). Nos scénarios baïssier et pessimiste impliquent un retranchement à la croissance du PIB réel variant entre 0,8 et 1,9 point de pourcentage dans les deux provinces l'an prochain. Les baisses importantes estimées en Ontario et en Colombie-Britannique reflètent principalement le fait que ces provinces ont le plus largement bénéficié de l'augmentation du nombre de RNP. Les deux provinces ont ainsi revu considérablement à la hausse leurs prévisions démographiques de base pour les prochaines années, et c'est pourquoi l'effet baïssier des trajectoires pessimistes y est plus important qu'ailleurs.

Nous observons d'ailleurs des signes de ralentissement de la demande de main-d'œuvre au Canada, mais de façon encore plus marquée en Ontario. La pénurie de travailleurs, qui a contribué de beaucoup à la hausse récente du nombre d'admissions de RNP, s'y résorbe déjà plus rapidement que dans la plupart des autres provinces (graphique 5).

GRAPHIQUE 5
Le nombre de postes vacants diminue plus rapidement en Ontario qu'ailleurs



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le Québec, où la contribution des RNP à la croissance démographique a été plus forte que partout ailleurs depuis un an, sera probablement soumis à un risque baissier plus important lorsqu'il mettra à jour ses prévisions démographiques. La province a connu une contraction économique particulièrement prononcée malgré des gains de population atteignant des sommets en plusieurs décennies. Ce repli augure mal pour la demande de travailleurs dans les trimestres à venir.

Parmi les quatre plus grandes provinces canadiennes, l'Alberta semble la moins vulnérable à un ralentissement économique induit par une baisse des admissions nettes de RNP l'an prochain. Même si, pendant les replis passés, les flux entrants nets se sont renversés de manière marquée, le fait que la province s'appuie relativement peu sur cette catégorie d'immigration comme source de croissance démographique mitige l'effet baissier. En effet, la croissance de la population albertaine – la plus forte au pays – a été grandement favorisée par un afflux de migrants en provenance d'autres provinces. De plus, les prix du pétrole et, par ricochet, la demande de main-d'œuvre plus forte dans la province devraient demeurer assez soutenus pendant le ralentissement mondial qui s'annonce.

Si l'on considère les deux scénarios baissiers pour ces quatre provinces, la croissance du Canada serait amputée de 0,5 % à 1,3 point de pourcentage l'an prochain par rapport à nos prévisions de base. Il s'agit d'un effet important, puisque la croissance nationale attendue oscille autour de zéro (pour en savoir plus, consultez nos plus récentes [Prévisions économiques et financières](#)).

Conclusion

Les taux records d'admissions de résidents non permanents – plutôt que d'immigrants – ont entraîné des gains démographiques parmi les plus élevés que le Canada ait connus. Ceux-ci ont contribué à remplir les coffres publics et à soutenir la croissance de l'économie dans un contexte de taux d'intérêt nettement plus élevés. Mais l'histoire nous indique que cette récente poussée pourrait s'estomper considérablement et accentuer un ralentissement économique. Cela aurait des conséquences importantes partout au pays, notamment dans les plus grandes provinces. Les gouvernements au Canada ont prudemment fondé leurs projections en supposant une diminution des admissions nettes de RNP au fil du temps. Les plans financiers les plus récents de la Colombie-Britannique et de l'Ontario se distinguent par d'importantes allocations contre le risque de baisse. Nous devons néanmoins envisager des scénarios démographiques à la baisse, surtout lorsque des taux d'intérêt potentiellement plus élevés à long terme posent des risques pour la croissance économique, les coûts d'emprunt et la viabilité de la dette au fil du temps.

Nous réitérons également notre appel en faveur de données plus complètes et de meilleure qualité sur la migration temporaire. Dans l'avenir prévisible, le Canada et toutes ses provinces continueront de jongler avec les défis immenses que représentent le vieillissement rapide de la population et la nécessité d'offrir plus de logements abordables. Pour relever ces défis, nous aurons besoin d'informations précises sur les personnes qui peuvent nous aider.